Mouvement des Entreprises de France

Geoffroy Roux de Bézieux : « La France est quasiment en état d'urgence économique »

Publié le 4 décembre 2018

Dans une interview parue dans le Parisien, Geoofroy Roux de Bézieux est revenu sur le mouvement des gilets jaunes, dressant un état des lieux de la situation et faisant part de ses propositions pour sortir de la crise.

« *Il y a des destructions massives, à Paris et dans de grandes villes de province et à la Réunion, et des blocages, qui ont un effet extraordinairement négatif sur le commerce, avec des baisses de chiffres d'affaires de -20 % à -30 % en moyenne dans le transport et le tourisme. Nous commençons aussi à voir des sites industriels qui ont des problèmes de fourniture et de production. Nous ne pouvons pas nous permettre un week-end supplémentaire de même nature que ceux que nous avons vécus. Sinon, il y aura un risque très fort sur l'emploi.* » Pour sortir de cette crise, « *il faut que l'Etat l'Etat prenne ses responsabilités. Il doit assurer la sécurité mais aussi dialoguer* ». Geoffroy Roux de Bézieux propose « *un moratoire sur les augmentations de taxes sur les carburants prévues en janvier, le temps que les représentants des Gilets jaunes, en tous les cas les 'modérés' qui ont des revendications raisonnables, se mettent autour de la table et discutent. Il ne s'agit pas d'abandonner la fiscalité écologique mais d'en revoir la trajectoire. La Suède, par exemple, a une taxe carbone plus élevée que la nôtre mais ils l'ont mise en place sur une période plus longue* ».

Interrogé sur la nécessité de rendre du pouvoir d'achat aux salariés, Geoffroy Roux de Bézieux n'est « *pas sûr qu'il y ait un problème de pouvoir d'achat partout en France. En revanche, il y a un problème pour se déplacer dans certaines régions. Quand vous faites 50 km en voiture pour aller travailler, ce n'est pas la même chose que quand vous prenez le métro en région parisienne et que votre Passe Navigo est remboursé à 50 %* ». Alors que Laurent Berger a appelé à un Grenelle du pouvoir vivre, le président du Medef évoque plutôt « *un Grenelle du pouvoir se déplacer parce que nos salariés habitent de plus en plus loin de leur lieu de travail. Ce problème-là, il faut qu'on le prenne à bras-le-corps* ». Actuellement, rappelle-t-il, « *les entreprises paient deux fois. Elles remboursent 50 % des abonnements de transport dans les grandes villes et elles paient aussi, au travers de la taxe du Versement transport, 8 Mds€ par an pour financer le transport collectif. Je propose qu'une partie de cette taxe soit affectée dans les territoires où il n'y a pas de transports en commun pour aider les salariés qui ont du mal à se rendre à leur travail. Le meilleur système, c'est de verser les sommes aux entreprises qui se chargeraient ensuite de les reverser aux salariés sous forme d'indemnités kilométriques* ».

Les employeurs sont-ils prêts à augmenter le smic ? « *On a tous envie que nos salariés soient mieux payés mais cela ne peut pas se faire en taxant plus les entreprises* », souligne le président du Medef. « *Le smic va augmenter assez fortement autour de 1,7 % ou 1,8 % au 1er janvier prochain. C'est déjà un alourdissement du coût du travail. Si on va au-delà et que cela se fait sous forme de baisse de cotisations, très bien ! Si la hausse du smic est payée par les entreprises, cela se traduira par des destructions d'emplois* », indique-t-il. Quant à une remise à plat de la fiscalité, « *il ne faudrait pas baisser les impôts des ménages en augmentant ceux qui pèsent sur les entreprises sinon il y aura des destructions d'emplois. Ce qu'il faut c'est baisser les impôts pour tout le monde et, pour cela, rationaliser la dépense publique. Ce pays croule sous la pression fiscale et la réglementation !* »

En attendant, « *il faut que l'Etat prenne ses responsabilités. (…) Sur un certain nombre de sujets, le gouvernement aurait dû prendre plus le temps du dialogue et de la concertation* » juge Geoffroy Roux de Bézieux pour qui « *en voulant aller vite, trop vite, sans explication, le gouvernement a court-circuité les corps intermédiaires* ». Mais, juge-t-il, « *il n'est pas trop tard* ».